

# De Washington avec amour

A propos d'un acte américain et de l'Eglise d'Angleterre

#Corruption #RussiaHoax #Clinton #Trump

L'expression " hocus pocus " est certainement connue de beaucoup. Elle a été utilisée pour la première fois au début du XVIIe siècle dans l'espace linguistique anglais, très probablement en référence à la phrase de la messe de l'église catholique romaine "hoc est corpus meum", qui est prononcée par les prêtres peu avant la distribution du pain catholique jusqu'à aujourd'hui. Après que l'Église d'Angleterre s'est séparée de Rome en 1531, la phrase entière a rapidement été prononcée sous la forme de "hocus". Plusieurs siècles plus tard, le mot a été raccourci en "hoax", qui est largement utilisé dans le monde anglophone de nos jours. Il est tout à fait possible que le mot ait pris de l'importance au fil des siècles en raison de son contexte historico-religieux : hocus-pocus ou hoax fait référence à un tour de magie, que le spectateur initialement étonné reconnaît généralement avec joie comme une fraude flagrante après un certain temps d'examen et de réflexion.

De manière pas si dissemblable, la campagne politique d'Hillary Clinton, la moitié du gouvernement américain et la plupart des médias de masse semblent avoir entrepris, à partir de 2016, de convaincre la communauté mondiale, dans le cadre d'un gigantesque canular mondial, que l'adversaire de Clinton, Donald Trump, n'aurait pu gagner les élections américaines de 2016 que parce qu'il était un agent et un espion du gouvernement russe.

Cela a été principalement justifié par de soi-disant "informations secrètes d'initiés" de la Russie, qui ont été utilisées pour espionner la campagne politique de Trump avant et après l'élection de 2016 avec le soutien officiel et la participation du FBI. Quelques semaines seulement après la prestation de serment du nouveau président américain en janvier 2017, un avocat spécial a été nommé en grande pompe sur la base de ces informations secrètes d'initiés, et doté de puissants pouvoirs juridiques. Avec l'aide de la plupart des grands médias mondiaux, cet avocat spécial a essayé de faire savoir au monde directement et indirectement pendant environ deux ans que Donald Trump, les membres de sa famille et plusieurs de ses associés étaient en fait des agents payés et au lit avec la moitié du gouvernement russe du Kremlin.

Ce qui a suivi dans le paysage politique américain de 2017 jusqu'à au moins 2020 rappelle le célèbre roman policier médiéval église-monastère d'Umberto Eco "Le nom de la rose", filmé avec la participation de Sean Connery, d'ailleurs. Des associés innocents de Trump ont été persécutés et poursuivis par le FBI sans grande justification. L'avocat spécial a nommé 19 avocats, 40 agents du FBI, a émis plus de 2800 assignations à comparaître, 500 mandats de perquisition, 13 enquêtes auprès de gouvernements étrangers et a réalisé plus de 500 entretiens avec des témoins, pour finalement annoncer à la mi 2019 qu'aucune connexion russe du président américain digne d'être poursuivie n'avait pu être identifiée. Quelques semaines plus tard seulement, le président nouvellement élu de l'Ukraine, Zelenskiy, a lui aussi été entraîné dans le pétrin. Suite à sa conversation téléphonique d'environ 20

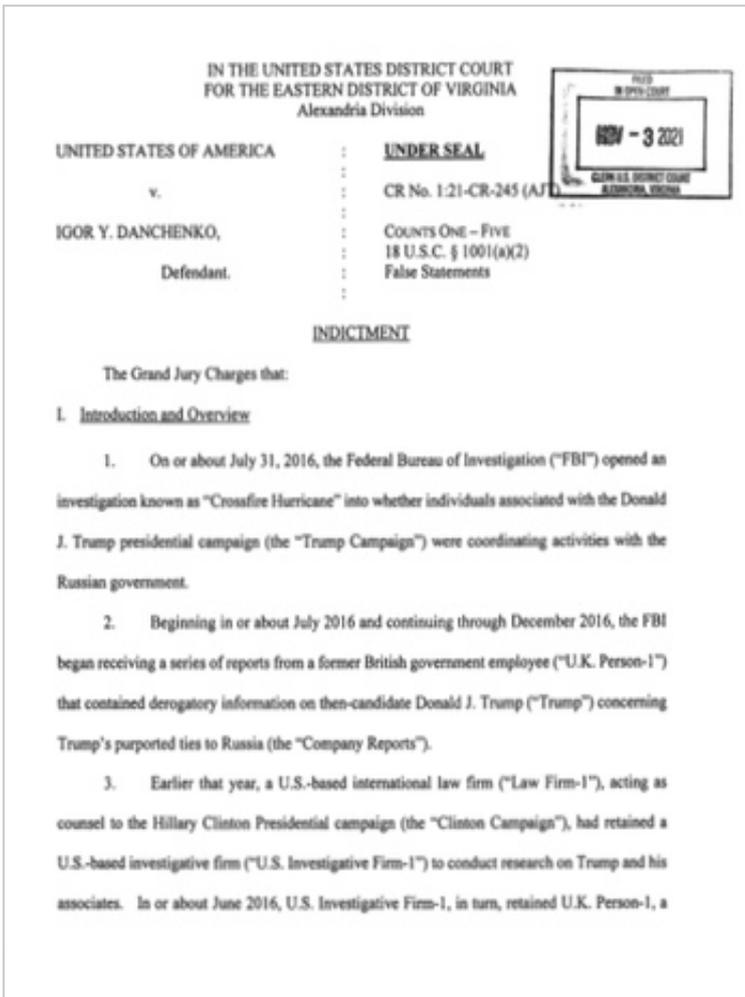


Christopher Steele (abc News)

publiquement, une procédure de destitution a été lancée par le parti démocrate américain contre leur propre président républicain, qui a également échoué lamentablement.

Il a fallu des mois d'enquêtes au Congrès et au Sénat américains pour finalement découvrir que ces prétendues informations secrètes d'initiés étaient celles d'un dossier anti-Trump, monté par un ancien espion du MI-6 anglais nommé Christopher Steele. Steele a été engagé par une société de conseil politique appelée "Fusion GPS" pour compiler les pages, qui a été payée par le cabinet d'avocats Perkins Coie, qui à son tour a reçu plusieurs millions de dollars américains de la campagne politique d'Hillary Clinton, DNC, pour le dossier.

Avance rapide en octobre 2020, un procureur nommé Durham est nommé conseiller spécial pour enquêter sur toute l'affaire, et qui inculpe un avocat de Clinton nommé Sussmann un an plus tard pour avoir inventé les fameuses allégations de collusion Trump/Alfa-Banque. En novembre 2021, le département américain de la Justice a émis un intéressant acte d'accusation contre une personne nommée Igor Danchenko, un ressortissant russe qui vivait à Washington, DC, depuis de nombreuses années. Le document d'accusation contient un certain nombre de révélations explosives concernant l'ensemble de la saga, que la plupart des médias grand public semblent avoir manqué jusqu'à présent:



Le document judiciaire fait état d'un certain nombre d'incidents connus précédemment au sujet d'Igor Danchenko, par exemple le fait que le **FBI a commencé à l'interroger dès janvier 2017**, alors que le FBI lui-même avait déjà fait des déclarations selon



Fiona Hill

lesquelles Danchenko était une sous-source peu fiable des nombreuses affirmations du dossier salace de Christopher Steele. La partie intéressante commence à la page 5, où l'acte d'accusation explique que Danchenko a travaillé pour le "Think-Tank I" à partir de 2005 à Washington, DC. Ce "Think-Tank I" est très probablement le cabinet de conseil politique Brookings Institution, où Danchenko a également été présenté à Christopher Steele en juin 2010. Un premier contact entre Danchenko et Steele a

apparemment **été organisé par Fiona Hill**, un témoin clé dans la procédure de destitution de Trump mentionnée ci-dessus. Peu après avoir été présenté par Fiona Hill, Danchenko a été engagé par Christopher Steele en tant que contractant et a commencé à travailler pour lui en 2011.

L'acte d'accusation explique ensuite qu'à partir de juin 2016, Christopher Steele a utilisé "des informations fournies principalement par DANCHENKO" qui "a commencé à compiler et à rédiger le [dossier] contenant de prétendues preuves de liens illicites entre Trump et le gouvernement russe". Le 5 juillet 2016 ou aux alentours de cette date, [Steele] a fourni le premier des rapports d'entreprise du [dossier] à un agent du FBI à l'étranger".

Danchenko a été précédemment présenté à une certaine personne "PR Executive-I", qui, selon l'acte d'accusation, "a été (1) président d'une organisation politique démocrate nationale, (2) président d'État des campagnes présidentielles de l'ancien président Clinton en 1992 et 1996, et (3) conseiller de la campagne présidentielle de Hillary Clinton en 2008". En outre, à partir de ou vers 1997, le président Clinton a nommé le PR Executive-I pour deux mandats de quatre ans au sein d'une commission consultative du département d'État américain. En ce qui concerne la campagne Clinton de 2016, le cadre RP-I [personne] a fait activement campagne et a participé à des appels et à des événements en tant que bénévole pour le compte d'Hillary Clinton".

Beaucoup pensent que cette personne "PR Executive-I" est **l'aide de longue date de Clinton, Charles H. Dolan Jr.**, qui avait auparavant travaillé pour des entreprises énergétiques publiques russes et s'était occupé de leurs stratégies mondiales de relations publiques, où "PR Executive-I" se mêlerait également à des représentants du gouvernement du Kremlin, y compris le "secrétaire de presse de l'administration présidentielle russe, le secrétaire de presse adjoint et d'autres personnes du département de presse présidentiel russe".

L'acte d'accusation



Charles H. Dolan Jr.

explique ensuite comment un organisateur de "PR Executive-I" a planifié une conférence en octobre 2016 à Moscou et un voyage de préparation en juin 2016 dans l'exact même hôtel qui est également mentionné dans le dossier. Le voyage de juin 2016 a très probablement été coordonné avec deux secrétaires de presse russes également, qui apparaissent également dans le dossier. Danchenko a rencontré Dolan et son organisateur à Moscou le 14 juin 2016. Trois jours plus tard, Danchenko était de retour à Londres pour faire son rapport à son patron Christopher Steele, pour ensuite retourner à Moscou en octobre 2016 pour participer également à la conférence.

Pendant tous ces mois, Danchenko était en contact avec une sous-source, qu'il connaissait depuis son enfance en Russie. Cette personne est très probablement [Olga Galkina, une ressortissante russe et responsable des relations publiques](#) qui se trouvait à Chypre à l'époque. Selon l'acte d'accusation, Dolan aurait envoyé à Galkina un cadeau de livre signé Clinton et avait promis de la suggérer "pour un poste dans l'administration présidentielle russe". Dans un courriel de septembre 2016, Galkina a écrit que Charles Dolan allait "m'emmener au département d'État [américain] si Hillary [Clinton] gagne".

Selon l'acte d'accusation, Danchenko prendrait des contributions de son voyage à Moscou en juin et octobre 2016 pour assembler le dossier jusqu'en décembre de la même année. Il a apparemment aussi pris des éléments de "PR Executive-I", que Dolan avait à son tour recueillis lors de réunions avec des ressortissants russes, comme le démontrent divers courriels de Danchenko cités dans l'acte d'accusation. Certaines de ces lignes d'emails correspondent presque précisément à des phrases du dossier.

Je m'en tiens au travail que nous avons fait, aux sources dont nous disposions et au professionnalisme dont nous avons fait preuve. Trump lui-même n'aime pas le renseignement parce que sa vérité de base ne lui convient pas.

[Christopher Steele dans une interview avec abc News](#) du 17 octobre 2021

Ce qui est hilarant, c'est une partie de ce que "PR Executive-I" avait expliqué à Danchenko dans des courriels concernant un prétendu ami du Parti républicain ("un ami GOP à moi"), que Dolan avait rencontré en 2016 et qui voulait dénoncer Trump. L'acte d'accusation indique que, je cite : "[Dolan] a reconnu plus tard au FBI qu'il n'a jamais rencontré un "ami GOP" en relation avec cette information qu'il a transmise à DANCHENKO, mais, au contraire, a fabriqué le fait de cette rencontre dans ses communications avec DANCHENKO. Le PR Executive-I a plutôt obtenu l'information sur [mon ami du GOP] à partir de sources d'information publiques".



Igor Danchenko

Pour faire grimper les choses à un point culminant quasi-religieux et aggraver les choses, Danchenko a précédemment déclaré au FBI, lors de divers entretiens officiels, qu'en dépit du fait qu'il connaissait "PR Executive-I" depuis plus de 12 ans, il n'avait prétendument jamais même parlé du dossier à Dolan et avait nié que "PR Executive-I" était même "impliqué dans le dossier du tout".

L'acte d'accusation continue d'expliquer dans les moindres détails comment Danchenko et le "PR Executive-I" séjournèrent dans l'hôtel de Moscou qui était le lieu où les "actes sexuels avec des prostituées" allégués par le dossier Trump avaient eu lieu. Danchenko et Dolan ont reçu une visite de l'hôtel, ont rencontré les directeurs généraux sur place en 2016 et se sont vu montrer la suite

présidentielle où Trump avait séjourné des années auparavant. Des choses similaires se sont produites avec les allégations du dossier concernant divers diplomates russes, chefs d'état-major, présidents de chambre: Danchenko et ou Dolan auraient eu des interactions dans la vie réelle avec ces personnes et auraient soit déformé ou mis en scène les interactions pour les utiliser dans le dossier.

L'acte d'accusation se termine par l'explication de cinq charges légales dans les moindres détails. Quelques semaines plus tard, l'avocat spécial Durham dépose une requête pour conflit d'intérêts potentiel des avocats du cabinet de défense de Danchenko. Dans un [document du ministère américain de la Justice daté du 17 décembre 2021](#), un certain nombre d'enchevêtrements de cabinets d'avocats avec les Clinton et leur campagne politique sont critiqués.

Le début de l'année 2022 apporte un certain nombre de [révélations supplémentaires dans le cadre d'une autre motion Durham](#) sur les conflits d'intérêts concernant l'inculpation, en octobre 2021, de Michael Sussmann, ancien avocat du DNC et de Perkins Coie. Entre autres, les partenaires de Sussmann dans une société de technologie avaient détourné les adresses Internet de Trump et analysé toutes les communications de l'ancien président américain, tout en étant payés par le DNC de Clinton via Perkins Coie.

La piste de l'argent derrière les paiements du dossier mérite également d'être examinée de plus près. Déjà en 2018, il a été révélé que 7 à 10 présumés "*riches donateurs situés principalement à New York et en Californie*" ont financé [une société de conseil nommée Penn Quarter Group](#), prétendument avec "*50 millions de dollars américains*". PQG était dirigé par Daniel Jones, un ancien collaborateur de la sénatrice américaine de Californie Diane Feinstein. Le Penn Quarter Group,



Daniel Jones

ou PQG en abrégé, avait apparemment obtenu des services avec Christopher Steele en 2016, et l'avait payé pour "*exposer l'influence étrangère sur les élections occidentales*".

Daniel Jones dirigeait également une autre organisation à but non lucratif basée à Washington DC, appelée 'The Democracy Integrity Project', qui, [selon ses déclarations fiscales IRS de 2020](#) (page 8), avait transféré un demi-million de dollars américains à une société nommée "[Walsingham Partners](#)", qui [est dirigée par Christopher Steele lui-même](#). Le rapport de l'IRS mentionne une autre société de Washington DC, [Bean LLC](#), qui a été financée à hauteur de 400 000 dollars par la TDIP de Jones en 2020. Cette Bean LLC est [la branche DC d'une société mère](#) constituée en paradis fiscal au Delaware et portant le même nom, toutes deux étant autrement connues comme la société de conseil politique Fusion GPS.

Trois ans plus tôt, en 2017, **TDIP de Jones avait payé** avec son organisation fondée le 31 janvier 2017 un total cumulé de 3,5 millions de dollars américains à la même Bean LLC et à Walsingham Partners, **selon les documents fiscaux 2017** de TDIP (page 8).

TDIP a également **mené une vaste opération d'influence médiatique** depuis Washington DC, fournissant aux journalistes cinq fois par semaine les histoires de collusion présumée avec la Russie de Trump via une lettre d'information et avait transmis leurs rapports aux enquêteurs du FBI et du Congrès.

Peut-être qu'il aurait mieux valu que l'Église d'Angleterre ne se soit même pas jointe à Rome dès le début.

<https://www.sun24.news/fr/de-washington-avec-amour-a-propos-dun-acte-americain-et-de-leglise-dangleterre.html>